



Groupement de Coopération Sanitaire
Groupement Régional d'Achats Multi-segments
(GCS GRAM)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Collecte, transport et traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), Pièces Anatomiques d'Origine Humaine (PAOH), déchets infectieux incinérés à 1200°, effluents de laboratoire, déchets chimique et toxiques (cytotoxiques, pacemakers, amalgames dentaire) et autres déchets dangereux et fournitures de consommables associés

Etabli par application du code de la commande publique

SOMMAIRE

PREAMBULE	PAGE 3
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	PAGE 4
1.1. Objet	PAGE 4
1.2. Décomposition du marché	PAGE 4
1.3. Forme, durée et modalités de reconduction	PAGE 5
1.4. Indication des montants/quantités (accord cadre à émission de bons de commande)	PAGE 5
1.5. Marchés négociés susceptibles d’être passés ultérieurement.....	PAGE 5
ARTICLE 2 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	PAGE 6
2.1. Obligation de confidentialité.....	PAGE 6
2.2. Protection des données à caractère personnel.....	PAGE 6
2.3. Mesures de sécurité.....	PAGE 6
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	PAGE 7
ARTICLE 4 –EXCECUTION DU MARCHÉ	PAGE 7
4.1. Début de l’exécution	PAGE 7
4.2. Conditions d’exécution des prestations	PAGE 8
4.3. Vérification des prestations	PAGE 8
4.4. Suivi des prestations	PAGE 8
4.5. Assurances	PAGE 8
4.6. Communication.....	PAGE 8
4.7. Fait de grève	PAGE 8
4.8. Barrière de dégel	PAGE 9
4.9. Transport.....	PAGE 9
ARTICLE 5 – DETERMINATION DES PRIX	PAGE 9
5.1. Dispositions générales	PAGE 9
5.2. Forme et contenu des prix	PAGE 9
5.3. Révision de prix	PAGE 10
5.4. Clause de sauvegarde.....	PAGE 11
ARTICLE 6 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE ET PENALITES	PAGE 11
ARTICLE 7 – AVANCES.....	PAGE 11
ARTICLE 8 – GARANTIES FINANCIERES DE L’AVANCE	PAGE 12
ARTICLE 9 – REMBOURSEMENT DE L’AVANCE	PAGE 12
ARTICLE 10 – ACOMPTES ET REGLEMENT PARTIELS DEFINITIFS	PAGE 12
ARTICLE 11 – PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	PAGE 13
11.1. Mode de règlement	PAGE 13
11.2. Présentation des demandes de paiement	PAGE 13
11.3. Intérêts moratoires	PAGE 15
11.4. Paiement des cotraitants	PAGE 15
ARTICLE 12 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	PAGE 15
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	PAGE 16
ARTICLE 14 – RESILIATION	PAGE 16
ARTICLE 15 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE	PAGE 18
ARTICLE 16 – OBLIGATION DU TITULAIRE	PAGE 19
ARTICLE 17 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES	PAGE 20
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	PAGE 22

PREAMBULE : Présentation du GRAM

Les établissements publics sanitaires et médico-sociaux des Hauts-de-France affirment leur volonté commune d'optimiser leurs achats à travers une logique conjointe, conformément aux préconisations du programme PHARE (Performance hospitalière pour des achats responsables).

Les objectifs du GRAM sont de :

- Fédérer les professionnels des établissements membres du GRAM autour d'un partage d'expertise, de savoir-faire, de services, dans le domaine des achats et des approvisionnements et de la logistique ;
- S'assurer, pour chacune des procédures lancées, de la conduite d'une démarche d'achats professionnalisée visant la performance des achats, notamment par la définition d'une stratégie d'achats, l'activation de leviers pertinents et la fixation d'objectifs de gains achats.

Les procédures d'achats sont conduites dans l'objectif de satisfaire quantitativement et qualitativement les besoins des services utilisateurs des produits ou prestations achetés. Elles sont menées au service et dans l'intérêt des patients et résidents des établissements membres du GRAM.

Le GCS GRAM coordonnateur du groupement, est le pouvoir adjudicateur agissant juridiquement pour les membres de ce groupement.

Le GCS GRAM opère dans le respect des missions, des activités et des choix de gestion de ses adhérents. L'implication de l'un de ses adhérents dans l'une quelconque des opérations d'Achats initiées par le GCS ne peut se concevoir sans l'accord de cet adhérent.

L'administrateur du GCS signe avec le ou les cocontractant(s) retenu(s) les marchés.

En aucun cas, le GCS n'aura la charge de l'exécution du marché au nom de ses adhérents, à l'exception de certains des actes juridiques pris au nom du groupement et indiqués au cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le pouvoir adjudicateur - Etablissement coordonnateur du GCS GRAM :

GCS GRAM

Avenue Léon Blum - BP 40319
60021 BEAUVAIS Cedex

A ce titre, l'Administrateur du GCS GRAM est le seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés.

1.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations suivantes :

Collecte, transport et traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), Pièces Anatomiques d'Origine Humaine (PAOH), déchets infectieux incinérés à 1200°, effluents de laboratoire, déchets chimique et toxiques (cytotoxiques, pacemakers, amalgames dentaire) et autres déchets dangereux et fournitures de consommables associés.

1.2 Décomposition du marché

Les prestations du marché se décomposent en 7 lots répartis dans les familles suivantes :

Lot	Intitulé du lot
Lot 1	Collecte et traitement des DASRI - Zone 1
Sous-lot 1.1	Collecte et traitement GRV
Sous-lot 1.2	Collecte et traitement Diffus
Lot 2	Collecte et traitement des DASRI - Zone 2
Sous-lot 2.1	Collecte et traitement GRV
Sous-lot 2.2	Collecte et traitement Diffus
Sous-lot 2.3	Collecte et traitement HAD
Lot 3	Collecte et traitement des DASRI - Zone 3
Sous-lot 3.1	Collecte et traitement GRV
Sous-lot 3.2	Collecte et traitement Diffus
Lot 4	Collecte et traitement des DASRI - Zone 4
Sous-lot 4.1	Collecte et traitement GRV
Sous-lot 4.2	Collecte et traitement Diffus
Lot 5	Collecte et traitement des PAOH
Lot 6	Collecte et traitement des autres déchets dangereux
Sous-lot 6.1	Collecte et traitement MNU
Sous-lot 6.2	Collecte et traitement Cytotoxique
Sous-lot 6.3	Collecte et traitement Effluents de laboratoire
Sous-lot 6.4	Collecte et traitement Déchets chimiques
Sous-lot 6.5	Collecte et traitement autres Déchets dangereux
Lot 7	Contenants

Zone 1	GHT Aisne Nord	CH Saint Quentin CH Laon CH Chauny CH Guise CH Hirson CH Le Nouvion CH Vervins CH La Fère Centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle de Saint Gobain CH Péronne CH Ham
		EHPAD Chevresis
		Maison de santé de Bohain
Zone 2	GHT Somme Littoral Sud	CHU d'Amiens CH Corbie CH Doullens CH Albert CH Pinel CH intercommunal de Montdidier-Roye CH intercommunal de la Baie de Somme CH Abbeville CH de l'arrondissement de Montreuil CH Hesdin
Zone 3		Polyclinique Saint-Côme
		CHI Clermont
		GHT Oise Ouest et Vexin CH Beauvais CH Chaumont-en-Vexin CH Clermont CH Crèvecœur-le-Grand CH Grandvilliers
		GHT Oise Nord Est CHI Compiègne-Noyon CH Crèpy-en-Valois EHPAD Résidence des 2 Châteaux EHPAD Bellifontaine EHPAD de Bizy
Zone 4	GHT Oise Sud	GHPSO HL de Nanteuil-le-Haudouin CH Pont-Sainte-Maxence

1.3 Forme, durée et modalités de reconduction

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-3 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre avec maximum en valeur est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Les bons de commande sont émis par chaque établissement adhérent au GCS GRAM parties au contrat.

Chaque accord-cadre (lot) sera attribué à un seul opérateur économique.

Le marché est passé pour une période de **48 mois fermes** à compter du 21 juin 2025. Il est reconductible jusqu'à **1 fois 24 mois**, et 1 fois 12 mois tacitement, pour une durée totale (période initiale et reconductions successives) de 84 mois maximum à compter de la date de notification pour l'ensemble des adhérents.

Le dépassement de la durée maximale de l'accord cadre trouve son fondement dans la nécessité de procéder à d'importants investissements importants de matériels (GRV, banaliseuse et flotte de véhicule) incombant aux opérateurs économiques conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du code la commande publique.

Cette durée démarre à la date indiquée sur la notification du marché au titulaire par le GCS GRAM pour l'ensemble des établissements adhérents, soit le 21 juin 2025. La date de fin du marché est identique pour tous les adhérents du GCS GRAM. A noter que les dates d'entrée dans les marchés des établissements figurent en annexe 5.

Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée au plus tard 2 mois avant la fin de la période du marché en cours.

Pour chacun des lots exposés ci-dessous, l'accord-cadre est mono-attributaire et donne lieu à l'émission de bons de commandes. Il est conclu sans minimum et avec un maximum annuel en valeur par lot, détaillé en annexe 2. Ce maximum est fixé sur la durée théorique de l'accord-cadre, reconductions comprises. Il peut être revu dans le cadre de la mise en œuvre de la clause de réexamen (article 18 du présent CCAP). Il fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et par le présent CCAP.

1.4 Indication des montants/quantités (accord cadre à émission de bons de commande)

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique et compte tenu de l'incertitude des besoins et montants des prestations, le marché est passé sans minimum et avec un maximum en valeur et quantité.

A titre indicatif, les volumes prévisionnels des déchets sont indiqués dans l'annexe 2. Ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle et ne sauraient engager le pouvoir adjudicateur

sur celles-ci.

1.5 Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Des marchés négociés pourront être passés ultérieurement, sans obligations de publicité ni mise en concurrence, notamment pour la réalisation éventuelle de prestations similaires, selon les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.6 Condition d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par chaque établissement.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations
- Les délais de livraison (date de début et de fin)
- Les lieux de livraison des prestations
- Le montant du bon de commande HT et TTC
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et selon les modalités de chaque établissement, en accord avec le prestataire.

Un bon de commande peut être émis en début de marché pour toute la période de celui-ci ou à chaque intervention du prestataire. La fréquence et les modalités de passation des bons de commande pourra être différente selon la taille et les process au sein des établissements. Le prestataire pourra suggérer une modalité de mise en œuvre et en valider le principe avec le référent de l'établissement.

Les prestataires créeront en conséquence autant de « code client » que de points de livraison pour le même établissement si nécessaire.

Seuls les bons de commande signés par la personne habilitée (pour chaque établissement) peuvent être honorés par le ou les titulaires.

ARTICLE 2 : Confidentialité et sécurité

2.1 Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même

rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

2.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

2.3 Mesures de sécurités

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 3 : Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1);
 - Le bordereau de prix
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes ;
 - Annexe 1 – Adhérents du GCS GRAM à la consultation
 - Annexe 6 – Données relatives à la collecte et traitement des DASRI – PAOH - EFFLUENTS
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et les modifications de marché, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
6. Le dossier technique reprenant tous les éléments attendus du C.C.T.P

Le titulaire renonce à l'application de ses conditions générales de vente. Le présent contrat détient force obligatoire. Il constitue la loi des parties.

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels règlementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

ARTICLE 4 : Exécution du marché

4.1 Mise en place de l'accord-cadre

Après réception de la notification du marché, le titulaire :

- Participe à une réunion de lancement organisée au démarrage de l'accord-cadre dont les modalités sont décrites ci-dessous ;
- Procède aux opérations de déploiement de l'accord-cadre, consistant à prendre contact avec les Bénéficiaires suivant les modalités décrites ci-dessous ;
- Remet la fiche de contacts que le GCS lui adresse, remplie.

- Réunion de lancement

Après la notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement est organisée avec le Titulaire par le GCS.

L'objet de la réunion de lancement est le suivant :

- Présentation du périmètre de l'accord-cadre ;

- Présentation des intervenants et de leurs rôles ;
- Méthodologie de déploiement ;
- Conditions d'ouverture et de suivi d'incidents.

- Déploiement de l'accord-cadre

Le Titulaire prend contact avec les Bénéficiaires dans les dix (10) jours calendaires suivant la notification de l'accord-cadre, pour organiser la mise en place des prestations – le cas échéant dans le cadre d'une visite sur site - et obtenir toutes les informations utiles à l'exécution des prestations.

Le Titulaire tient à jour un tableau de suivi des rendez-vous et informations transmises avec les Bénéficiaires, qu'il tient à disposition du GCS tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

A l'issue de la période de mise en place des prestations, un point téléphonique sur le déploiement est effectué entre le GCS et le Titulaire.

4.2 Désignation et modification des interlocuteurs dédiés en cours d'exécution

Toutes les informations propres aux identités, fonctions et coordonnées du ou des interlocuteurs du Titulaire vis-à-vis du GCS et des Bénéficiaires sont mentionnées dans la fiche de contacts, notamment celles de l'interlocuteur principal.

Cet interlocuteur principal dispose du savoir-faire, de la compétence, de la qualité et de l'autorité nécessaire pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination et la gestion des prestations de l'accord-cadre.

Il dispose des pouvoirs permettant de prendre toute décision requise par la situation.

Son adresse mail est utilisée par le GCS pour les notifications et informations au sens de l'article 3.1 « forme des notifications et informations » du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le Titulaire informe dans les plus brefs délais les Bénéficiaires et le GCS de toute modification et/ou remplacement d'un ou plusieurs interlocuteurs désignés dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Bénéficiaire s'engage également à désigner les interlocuteurs privilégiés auprès du Titulaire (référénts relatifs au suivi des commandes, du reporting et de la facturation) au plus tard lors de la prise de contact mentionnée supra. Ces données figurent, le cas échéant, dans le Document de mise en place des prestations. Il informe le Titulaire de tout changement.

4.3 Suivi de l'accord-cadre

Le GCS veille à la bonne exécution de l'accord-cadre. Une réunion du comité de suivi est organisée chaque année entre le Titulaire et le GCS. Cette réunion porte notamment sur le

bilan de l'activité ainsi que sur les éventuels dysfonctionnements dans l'exécution de l'accord-cadre et les pistes d'amélioration pouvant être envisagées.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, le Bénéficiaire peut recourir à une fiche de gestion des non-conformités. Il notifie ces fiches au Titulaire en mettant le GCS en copie à l'adresse cellulemarches@ch-beauvais.fr. L'objet du courrier électronique adressé au GCS rappelle le n° et l'intitulé de l'accord-cadre. Les fiches de non-conformité font l'objet d'un suivi régulier par le GCS. A ce titre, des points trimestriels sont organisés avec le Titulaire concerné par ces fiches.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire et le Bénéficiaire s'alertent mutuellement des difficultés qui pourraient découler de l'exécution de l'accord-cadre et s'entendent sur les solutions à y apporter.

Si une difficulté apparaît, le Bénéficiaire accomplit l'ensemble des diligences prévues dans les documents de l'accord-cadre afin de parvenir à sa résolution. Dans l'hypothèse où aucune solution n'aurait pu être mise en œuvre, le Titulaire et/ou le Bénéficiaire peut(vent) demander au GCS de les accompagner dans la résolution du dysfonctionnement persistant malgré les diligences accomplies préalablement par le Bénéficiaire.

Au titre de l'accord-cadre, le Titulaire informe le GCS sur les évolutions de son Offre, objet du présent accord-cadre.

4.4 Utilisation des éléments protégés au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale dans les actions de communication

Les noms, logos, marques et tout autre élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, demeurent la propriété exclusive de celui (GCS ou Titulaire) auquel il appartient.

Toutefois, le Titulaire autorise le GCS à utiliser ses noms, marques et logos pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et à diffuser son Offre, y compris ses fiches techniques, auprès des Bénéficiaires. Le GCS peut utiliser ces fiches techniques en dehors de l'hypothèse susmentionnée, ainsi que tout autre élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, avec l'accord exprès du Titulaire.

Le droit de reproduction ainsi consenti s'exerce sur tout support, en ce compris site internet, ou autre mode de communication choisi par le GCS, pour le monde entier et pour la durée de la protection des droits relatifs à ses noms, logos, marques et fiches techniques.

Réciproquement, le Titulaire est autorisé à utiliser les noms, logos, marques, fiches techniques et tout autre élément protégé ou non au titre d'un droit de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, du GCS, dans le cadre d'actions de communication liées à l'exécution du Marché. Le Titulaire doit auparavant obtenir l'accord exprès du GCS.

Les actions de communication liées à l'exécution du présent accord-cadre sont réalisées

conjointement par les parties. Ainsi, chacune des parties informe préalablement l'autre avant d'engager toute action de diffusion ou de promotion relative à l'accord-cadre. Elle lui communique les supports de communication pour avis.

4.5 Support technique, suivi commercial et animation

De manière générale, les Bénéficiaires peuvent contacter téléphoniquement ou par courriel le Titulaire au moins 5 jours sur 7, hors jours fériés, pour toute question relative à la qualité des prestations, la logistique, la technique ou autre.

Le Titulaire rencontre le Bénéficiaire au moins une fois par an, en présentiel ou en distanciel.

4.6 Respect de la réglementation

Le Titulaire et son personnel possèdent les autorisations, accréditations et/ou agréments prévus par les textes réglementaires régissant les prestations objet de l'accord-cadre ou, lorsque ces références ne sont pas obligatoires, celles dont le Titulaire a pu se prévaloir dans son Offre et applicables aux prestations objet de l'accord-cadre. Le Titulaire s'engage à produire sur simple demande du GCS ou du Bénéficiaire, les documents attestant par exemple de :

- La conformité aux normes des contenants fournis ;
- Les agréments des centres de traitement des déchets ;
- Le certificat de conseiller à la sécurité (compétence interne ou externe) ;
- Les autorisations, certificats, attestations, agréments, et plus généralement les documents remis par une autorité publique ou certificatrice attestant de la qualité des prestations du Titulaire. Cette liste n'est pas exhaustive.

De plus il est demandé que le titulaire respecte les dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques

4.7 Fourniture d'un fichier de reporting des montants facturés par le Titulaire

Afin d'assurer le suivi d'exécution des Marchés spécifiques, le Titulaire envoie tous les six (6) mois au GCS un fichier de reporting des commandes facturées au titre de l'accord-cadre (par Bénéficiaire, par lot, et par produit) à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre et ce jusqu'à la fin de son exécution.

Le fichier de reporting est nommé de la façon suivante : « N° accord-cadre_nom du Titulaire_période de reporting ».

Le GCS se réserve la possibilité de vérifier la cohérence des données qui y figurent auprès d'un

ou plusieurs Bénéficiaires.

Le Titulaire envoie son fichier de reporting, sous un délai de trente (30) jours à compter de la date d'échéance de la période de six (6) mois précitée, sous format EXCEL, à l'adresse mail suivante : secretariat@gcs-aso.fr Le dernier fichier de reporting sera adressé au GCS après la date d'échéance du dernier bon de commande.

Le Titulaire fournit également ce fichier, aux mêmes échéances, à chaque Bénéficiaire avec les données le concernant. Le Bénéficiaire peut demander des reportings supplémentaires dans la limite d'une fois par trimestre.

En cas de non-remise du fichier de reporting par le Titulaire au-delà de ce délai de trente (30) jours et après une mise en demeure du GCS, ou du Bénéficiaire, restée infructueuse à l'issue d'un délai de dix (10) jours à compter de son envoi, le Titulaire encourt une pénalité de cinq cents (500) euros par jour de retard.

4.8 Suivi des quantités maximums

Le maximum mentionné à l'annexe 2 constitue l'engagement contractuel maximal du Titulaire pour l'application des dispositions du 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique. Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le GCS indique au Titulaire, dans la notification prévue à l'article 5, les montants maximums annuels par Bénéficiaire. Ces montants ne peuvent pas être supérieurs au montant maximal mentionné à l'annexe 2. S'il constate un tel dépassement, le Titulaire en avertit le GCS.

4.9 Continuité de service

Compte tenu de la nature de la prestation, en cas de grève de son personnel ou d'intempéries, de pandémie etc..., ne relevant pas d'un cas de force majeure, le Titulaire s'engage à assurer la poursuite d'un service minimum en toutes circonstances.

En cas d'indisponibilité du matériel, le Titulaire s'engage à maintenir le service d'enlèvement des déchets, dans des conditions conformes à la législation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service face à la défaillance temporaire ou définitive de tout centre de traitement ou pré-traitement ou toute autre exploitation dont le fonctionnement conditionne l'exécution de la prestation.

Le Titulaire peut notamment faire traiter les déchets dans un autre centre.

En cas de défaillance du Titulaire non justifié par un cas de force majeure, il pourra être fait appel à un autre prestataire, aux frais et risques du Titulaire.

4.10 Clause environnementale

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable.

Le Titulaire, met en œuvre également tous les moyens, procédures, politique environnementale et tout autre aspect, notamment sur les points suivants, liste non exhaustive : l'empreinte écologique ; les emballages et encombrants ; le stockage ; le transport...

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le Titulaire s'y conforme et communique au GCS les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande du GCS le Titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le Titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent accord-cadre.

4.11 Opérations de vérification et d'admission

Les opérations de vérification et d'admission sont celles prévues aux articles 22 à 26 du CCAG-FCS sous réserve des précisions apportées ci-après.

ARTICLE 5 : Détermination des prix

5.1 Forme et contenu des prix

Les marchés sont traités à prix unitaires fermes et définitifs avec 2 chiffres après la virgule maximum pour la première année

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la fourniture des documents permettant le suivi des déchets, le suivi de l'accord-cadre, les frais relatifs au conseil logistique (notamment planification des enlèvements) et au suivi des consommations, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (par exemple, les éventuels frais de traitement administratif). Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont également à la charge du Titulaire ainsi que le recours à un centre de traitement de secours pendant la durée de la maintenance annuelle. Pour l'ensemble des lots, les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Les prix des fournitures référencées au BPU sont fermes la première année et révisables à la hausse comme à la baisse selon les modalités suivantes. La révision aura lieu seulement une fois par an.

Les offres devront faire apparaître :

- Le prix hors taxe, libellé en Euro (réputé comprendre tous les frais afférents à la prestation, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manipulation, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant éventuel des autres taxes le cas échéant
- Le montant TTC

Collecte des DARS et assimilés:

Le tarif global figurant dans le bordereau de prix comprend la fourniture des GRV, la maintenance, le nettoyage et la désinfection, l'enlèvement et le transport comprenant les opérations de manutention (chargement et déchargement des contenants pleins depuis les différents lieux de collecte vers le centre de traitement et le retour des contenants décontaminés et propres du centre de traitement vers les établissements). Les pictogrammes nécessaires à l'identification des déchets sont également inclus.

Traitement des DASRI et assimilés :

Le tarif du traitement est à la tonne. Le soumissionnaire indiquera un tarif de traitement à la tonne par :

- Incinération
- Prétraitement par désinfection puis élimination (incinération ou enfouissement)

Le prix comprend la désinfection et l'incinération, la désinfection ou l'enfouissement du déchet quelle que soit la filière réglementaire retenue incluant toutes les manutentions et fournitures nécessaires à l'opération y compris l'évacuation et la mise en décharge éventuelle des cendres.

Collecte et traitement des PAOH, déchets chimicotoxiques, cytotoxiques, ... et déchets à risques infectieux à incinérer obligatoirement :

Le prix est fixé au kilogramme. Il inclut la collecte, transport et traitement ainsi que la fourniture des étiquettes réglementaires

Déchets chimiques liquides :

Le prix proposé comprendra la collecte, transport et traitement par contenant. Le prix inclut la fourniture des étiquettes réglementaires.

Le soumissionnaire proposera un tarif pour deux types de contenants :

- 10 litres
- 20 litres

Prix des conteneurs

Les conteneurs sont loués sur la base d'un prix unitaire forfaitisé mensuel en euro hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Ce prix comprend :

- La mise en place des différents contenants en début de marché selon les besoins des Bénéficiaires
- Le remplacement systématique de tous contenants défectueux ;
- Le nettoyage / désinfection des contenants ;
- La maintenance de tous les éléments constituant ces contenants ;
- Le remplacement des roulettes défectueuses ;
- Les contrôles réglementaires ;

5.2 Révision de prix

Les prix formulés sont révisables annuellement à date anniversaire du contrat (21 juin 2025). À cet effet, 2 mois avant cette échéance, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner une date certaine, ses nouveaux prix calculés selon la formule de révision ci-après.

En l'absence de réception des prix révisés dans le délai prescrit, la demande de révision peut être refusée.

Le Titulaire donne toutes précisions utiles et indique au GCS pour chaque produit faisant l'objet d'une révision, sa référence exacte, le nom du produit, et le mode de calcul de la révision ci-dessus défini.

Les prix ainsi révisés sont invariables jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article. La formule applicable est donc résumée comme suit :

$$P1 = P0 (0.50 \text{ IndC1} / \text{IndC0} + 0.50 \text{ IndT1} / \text{IndT0})$$

La révision s'applique uniquement si P1 est supérieur ou égal à 0,5 % de P0

Où :

P1 = Prix modifié à l'issue de la révision des prix dans le respect des conditions fixées au présent article ;

P0 = Prix de base correspondant au prix sur la base duquel le marché a été notifié, puis à partir de la première révision des prix dernier prix révisé appliqué.

IndC0 = Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF38.12 – Déchets dangereux Collecte des déchets dangereux – Identifiant 010764304 – au mois M0

IndC1 : Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF38.12 – Déchets dangereux Collecte des déchets dangereux – Identifiant 010764304 - valeur prise au mois d'établissement de la demande de révision (dernier indice connu)

IndT0 : Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF38.22 – Traitement et élimination des déchets dangereux – Identifiant 010764307– au mois M0

IndT1 : Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF38.22 – Traitement et élimination des déchets dangereux – Identifiant 010764307– valeur prise au mois d'établissement de la demande de révision (dernier indice connu)

Le prix modifié P1 tel qu'il résulte de la révision des prix devient alors le nouveau prix P0 servant de base au calcul des révisions de prix ultérieures.

Ainsi, le Titulaire doit toujours impérativement envoyer les révisions de prix qu'il sollicite en application du présent article par rapport au dernier prix révisé. Le non-respect de cette stipulation entraîne le rejet de la demande de révision des prix pour la période concernée.

En outre, il est précisé que la révision des prix ne sera applicable que dès lors qu'elle entraîne une modification supérieure à 0,5 % du prix en cours.

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur conviennent que lorsque la révision des prix entraîne une modification inférieure à 0,5 % du prix en cours, elle ne trouve pas à s'appliquer et les prix restent inchangés jusqu'à la prochaine application de la révision.

Pour le lot 4 spécifiquement :

Les prix sont fermes pour une période de 2 ans après notification du marché. Ensuite une révision de prix annuelle est possible avec un maximum de 2% d'augmentation annuelle toute charge comprise selon la méthode de calcul stipulé ci-dessus.

Variation exceptionnelle des prix

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, ou en cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières, d'une manière telle qu'elle est à la fois extérieure au Titulaire, imprévisible et qu'elle modifie significativement l'économie du marché, malgré la mise en œuvre passée ou à venir de la clause de révision des prix de l'accord-cadre, le Titulaire et le GCS examinent de bonne foi les conséquences notamment financières de cette circonstance ou de cette variation.

Le Titulaire demande au GCS la mise en œuvre de cet article en apportant des éléments démontrant que les conditions mentionnées à l’alinéa précédent sont remplies, notamment des éléments de preuve (nationaux et internationaux) justifiant de la circonstance ou de la variation exceptionnelle. Cette demande doit être effectuée au minimum deux (2) mois avant la date d’effet souhaitée des modifications apportées, en principe à titre temporaire, au marché.

A cette demande est joint le BPU (sous format Excel) sur lequel doit obligatoirement figurer :

- l’ancien prix unitaire HT,
- le nouveau prix unitaire HT,
- le pourcentage d’évolution produit par produit,
- le nouveau montant total HT et TTC,
- l’évolution globale sur l’ensemble du lot.

A défaut de production de cette pièce, le délai de traitement de la demande est suspendu.

S’il considère que les éléments fournis justifient la mise en œuvre de la présente clause, le GCS peut demander au Titulaire, dans un délai qu’il détermine, des éléments de preuve complémentaires, tels que des factures, permettant de justifier précisément la réalité et le quantum des surcoûts imputables à la circonstance ou à la variation invoquée, ainsi que la preuve, le cas échéant par déclaration sur l’honneur, de ce que les augmentations de prix sont appliquées à l’ensemble de sa clientèle.

Dans le cas où le Titulaire n’apporte pas les justifications attendues dans le délai fixé par le GCS, ce dernier a la faculté de lui donner un délai supplémentaire, ce qui a pour effet de décaler la date d’effet des éventuelles modifications à apporter au marché. A défaut de production des pièces demandées à l’issue de ce délai, le cas échéant prolongé, le GCS peut rejeter la demande et éventuellement résilier l’accord-cadre sans indemnisation du Titulaire. A défaut de résiliation, l’exécution de l’accord-cadre est poursuivie aux conditions de prix initiales.

En cas d’acceptation, les nouveaux prix sont validés par voie d’avenant pendant la durée fixée dans ce dernier. Le Titulaire doit en outre obligatoirement prévenir le GCS en cas de baisse des coûts, et immédiatement répercuter la baisse sur ses prix de vente, le cas échéant par application d’une offre de prix promotionnels.

5.3 Clause de sauvegarde

En cas d’augmentation de plus de 3% des prix en référence à la période précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre un terme au contrat après échange avec le titulaire et après un préavis de 1 mois minimum.

A ce titre, le GCS peut également décider de résilier l’Accord-cadre sans indemnité pour le Titulaire sous réserve du respect d’un délai de préavis d’un (1) mois.

5.4 Théorie de l'imprévision

Lorsqu'un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat intervient pendant l'exécution, le titulaire peut prétendre à une indemnité. Il appartiendra, en pareille circonstance, au titulaire d'apporter des documents comptables suffisamment clairs, objectifs et sincères démontrant qu'il subit réellement des pertes. Ces documents doivent être adressés à l'acheteur coordonnateur (centre hospitalier de Beauvais) par courriel à l'adresse cellulemarches@ch-beauvais.fr

Après étude des justificatifs par le GCS Gram, si la théorie de l'imprévision est admise, elle permet une indemnisation des charges extracontractuelles moyennant l'établissement d'une convention. Il est toutefois rappelé que la théorie de l'imprévision ne peut être admise qu'en cas d'un bouleversement économique absolu du contrat. Un simple manque à gagner ne peut justifier le recours à une telle théorie. En tout état de cause, la perte effective subie par le titulaire étant la conséquence d'événements extérieurs aux parties, elle ne peut être supportée par l'acheteur seul. Par ailleurs, l'application éventuelle de la théorie de l'imprévision est temporelle car elle vise à compenser un déficit temporaire.

Dans tous les cas, l'invocation éventuelle par le titulaire de la théorie de l'imprévision ne suspend en aucun cas l'exécution des prestations

5.5 TGAP

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) est celle en vigueur au moment de la réalisation de la prestation.

Dans le cas où l'exécution de l'accord-cadre entraîne l'application de la TGAP, le Titulaire en informe le GCS dans son Offre (et il remplit le BPU en conséquence).

A son Offre, il joint tout document corroborant son application. Puis, à chaque évolution de son taux ou de ses conditions d'application, il adresse au GCS et aux Bénéficiaires tout document corroborant cette application.

L'évolution de la TGAP fait l'objet d'un certificat administratif annuel.

5.6 Offre de prix promotionnelles

Des offres promotionnelles pourront être proposées à tout moment et être appliquées à une prestation pour une période qui sera alors définie dans le temps.

Le Titulaire donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés.

Le GCS notifie son accord au Titulaire avant l'application des prix promotionnels. Un certificat administratif est établi par le GCS et adressé à l'ensemble des Bénéficiaires.

Les tarifs promotionnels se substituent aux prix applicables dans l'Accord-cadre selon les articles précédents.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls produits figurant dans l'Accord-cadre et qui ont fait l'objet d'une notification. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'Accord-cadre sont ceux à nouveau en vigueur.

Les achats effectués à ce titre seront comptabilisés dans les prestations réglées au titre du marché. Dans ce cas, la mention « article en promotion » ou « article soldé » figure sur la facture.

Il est formellement interdit à un titulaire de faire profiter à un ou plusieurs adhérents isolés d'une promotion, de quelque forme que ce soit (pourcentages de remises, articles gratuits...) sans en informer le GCS.

Les promotions seront obligatoirement applicables à l'ensemble des adhérents, sans différenciation de volumes commandés ou de tailles d'établissements.

5.8 Maintien des prix du marché

Tous les prix de marché relatifs aux prestations seront maintenus, sans qu'aucun surcoût ne puisse être exigé, dans les cas suivants :

- À l'issue du marché, durant une période de réversibilité et de transition de trois mois maximum ;
- Besoins complémentaires, ponctuels ou exceptionnels
- Besoins survenant durant les jours fériés
- Variation des tonnages prévisionnels de déchets indiqués en annexe à l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires)
- À l'occasion d'arrêts techniques, pannes ou maintenance des moyens de collecte ou d'élimination, fermetures, mouvements sociaux et autres situations prévisibles (intempéries, interruptions de trafic notamment).

Dans l'hypothèse d'un détournement de déchets sur un tout autre site que le site d'élimination principal du marché, notamment en cas d'un arrêt technique, d'une panne ou d'une maintenance de celui-ci, les éventuels surcoûts de collecte seront à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire s'engage en outre à prévoir un exutoire secondaire à cet effet, lequel pourra être mobilisé en cas de difficultés sur l'exutoire principal.

Le titulaire produira, sur demande du GCS ou d'un bénéficiaire, la preuve de l'existence de cette solution de repli vers un exutoire secondaire.

Article 6 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre quel qu'en soit le montant et cela dans les hypothèses suivantes :

- a) en cas d'ajout d'un nouvel adhérent du GCS parmi les Bénéficiaires ;
- b) en cas de modification des caractéristiques des prestations sur le fondement du présent CCAP ;
- c) En cas de circonstances ou de variations exceptionnelles ;
- d) En cas de changement de contractant ;
- e) En cas de modification des prix justifiée par une augmentation des taxes et contributions applicables aux prestations ;
- f) En cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :
 - dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
 - dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce. Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire

Les maximums mentionnés au marché peuvent être augmentés dans les hypothèses suivantes :

- En cas de modification législative ou réglementaire liée notamment au produit ou à ses conditions de commercialisation ;
- En cas de circonstance imprévisible pour les Bénéficiaires ou le fournisseur ayant un impact significatif sur l'exécution du marché ou ses prix.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre.

Article 7. Amélioration de la performance d'exécution du marché

Le GCS veille à la bonne exécution de l'accord-cadre et s'engage à en assurer la promotion auprès des Bénéficiaires.

Ainsi, le GCS appuie le Titulaire dans la diffusion de son Offre auprès des Bénéficiaires et dans l'exécution de l'accord-cadre. Pour ce faire, le GCS assure notamment les services suivants :

- promotion et appui à la diffusion de l'accord-cadre au travers des différents moyens événementiels, présentiels, imprimés et électroniques ;
- suivi documenté de la satisfaction des Bénéficiaires et proposition d'axes d'amélioration à destination du Titulaire ;
- appui à la formation et à l'information des forces de vente notamment par l'actualisation des connaissances du marché, des établissements publics et privés, des actualités et du contexte hospitalier ;

ARTICLE 8 : Exécution aux frais et risques du titulaire et pénalités

- Pénalités

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque Bénéficiaire à l'exception de celles sur le reporting, qui peut également être appliquée par le GCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées, ni au niveau de l'accord-cadre, ni au niveau du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à un certain montant. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités s'appliquent sans information préalable ni mise en demeure préalable du Titulaire sauf indication contraire ci-dessous.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Elles peuvent se cumuler et ne sont pas libératoires.

Pour un bon de commande portant sur des prestations distinctes, chacune des prestations donne lieu à l'application de pénalités distinctes.

Les pénalités peuvent être appliquées à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre jusqu'au paiement du dernier bon de commande émis, nonobstant le caractère définitif des paiements. Dans le cas où le montant des pénalités est supérieur aux sommes dues au Titulaire, le Bénéficiaire émet un titre de recettes.

Pénalités liées à la mauvaise exécution des prestations

Descriptif du manquement	Pénalité associée
Non-respect des heures de collecte	100 euros par constat
Non-respect du nettoyage et de la désinfection des moyens de collecte	100 euros par constat (au contenant concerné)
Enlèvement prématuré des contenants en fin de marché	200 euros par contenant concerné et par jour
Matériel de mise à disposition des contenants non conforme aux stipulations contractuelles ou à la réglementation	200 euros par constat (matériel non conforme)
Propreté et état du parc de contenants : un contenant a été rendu en mauvais état, en deça du niveau de maintien de référence défini ; ou à un niveau de saleté réel et apparent en deça du niveau de maintien de référence défini ; ou non vide, avec de l'eau de lavage contenue dedans.	<p>150 euros par manquement constaté.</p> <p>Lorsque la défaillance aura été répétée, un plan de progrès sera exigé. Un contenant étalon sera défini.</p> <p>La pénalité passera à 300€ lorsque la défaillance aura été constatée durant au minimum une semaine. Les services de l'ARS seront de plus alertés de la situation et décideront des suites à donner à la situation.</p>
Absence d'information concernant une rupture de collecte (fermeture d'exutoire, arrêté préfectoral)	1000 euros par constat d'une absence totale d'information ; 300 euros en cas d'information incomplète.
Absence de solution alternative proposée en cas de difficultés à assurer la continuité des prestations.	500 euros par constat.
Un contenant plein n'a pas été collecté conformément au programme de collecte établi dans le marché.	<p>250 euros par constat.</p> <p>Lorsque la défaillance aura été répétée, un plan de progrès sera exigé.</p> <p>La pénalité passera à 500€ lorsque la défaillance aura été constatée durant au minimum une semaine. Les services de l'ARS seront de plus alertés de la situation et décideront des suites à donner à la situation.</p>
Le contenant vide, propre et en bon état, venant en remplacement du contenant plein collecté n'a pas été rendu à l'établissement	<p>250 euros par constat.</p> <p>Lorsque la défaillance aura été répétée, un plan de progrès sera exigé.</p>

	La pénalité passera à 500€ lorsque la défaillance aura été constatée durant au minimum une semaine. Les services de l'ARS seront de plus alertés de la situation et décideront des suites à donner à la situation.
Défaillance réglementaire.	Pénalité forfaitaire de 300,00 € en tout cas de défaillance réglementaire avérée. Les services de l'ARS seront alertés de la situation et décideront des suites à donner.
Pour le lot 4, lors de la tournée du camion prélevant les GRV DASRI du GHPSO, si le titulaire ne remet pas le même nombre de GRV au GHPSO pris le jour même (écart constaté entre le nombre de GRV journaliers prélevés au GHPSO et le nombre de GRV vides rendus au GHPSO le même jour), la pénalité suivante s'applique : 50 euros toutes taxes comprises par jour de retard et par bac GRV vide non rendu par le titulaire au regard de ceux qui ont été pris le jour J par dérogation au CCAG / CCTG.	50€

Exécution aux frais et risques

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Le Bénéficiaire peut ainsi pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, tel que prévu par le CCAG-FCS, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

C'est notamment le cas lorsqu'un service minimum doit être mis en place dans la journée suivant l'événement imprévisible tel que prévu au CCTP, de façon à respecter les délais d'élimination des DASRI. Des solutions sont proposées, le cas échéant, au Bénéficiaire afin de lui permettre de respecter la réglementation sur les conditions sanitaires de stockage des DASRI (arrêté du 7 septembre 1999 modifié) et si aucune solution permettant de respecter l'arrêté du 7 septembre 1999 n'est mise en place dans le délai de 12 heures.

S'il n'est pas possible au Bénéficiaire de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le Bénéficiaire tient le GCS informé de toute décision d'exécution aux frais et risques, de même que, le cas échéant, de l'absence d'autorisation donnée au Titulaire de reprendre l'exécution du marché dans le délai de trois mois mentionné à l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre par le GCS pour faute et à condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le Bénéficiaire peut faire application de l'article 45 du CCAG-FCS et lui faire supporter l'augmentation de dépenses résultant de l'exécution des prestations par un autre titulaire de l'accord-cadre ou par un tiers.

ARTICLE 8 : Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement (ATTRI 1), le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant minimum du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande.

Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique.

- Cette avance est égale à 5% du montant initial, toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.
- Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 : Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

ARTICLE 10 : Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 à R2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 : Acomptes et règlement partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés après réception définitive, au titulaire, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, sous réserve des dispositions de l'article R2191-21 et R2191-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 : Paiement – établissement de la facture

12.1 Mode de règlement

Le financement est assuré par les fonds propres de chaque établissement adhérent au GCS GRAM, sur leur budget d'exploitation propre.

Le délai global de paiement, fixé selon les dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du code de la commande publique, ne pourra pas excéder :

- Cinquante (50) jours pour les établissements de santé
- Quarante-cinq (45) jours pour les établissements de santé privés d'intérêt collectif
- Trente (30) jours pour les établissements publics sociaux ou médicaux sociaux

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par les établissements concernés du GCS GRAM.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

Les factures seront payées que si elles sont accompagnées du BSD correspondant (CERFA 11351 ou CERFA 11352 SI REGROUPEMENT) de plus le prestataire sera tenu d'utiliser la plateforme numérique gratuite « TRACKDECHETS ».

12.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures sont déposées de manière électronique sur le portail CHORUS PRO ou envoyées au format papier directement aux établissements du GCS GRAM selon les conditions mentionnées aux paragraphes A et B ci-dessous.

Attention, le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le non-respect des consignes ci-dessous entraînera le renvoi systématique des factures et suspendra le paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

A. Dépôt des factures sur CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2017, toute structure publique est dans l'obligation de réceptionner toute facture par voie électronique.

Le dépôt de la facture électronique est rendue progressivement obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 en fonction de la taille des entreprises. Cependant toute entreprise peut choisir la facturation électronique dès le 1^{er} janvier 2017.

Une solution technique mutualisée sous la forme d'un portail dit « CHORUS PRO » permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mis à disposition gratuitement des fournisseurs.

Le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 fixe les modalités d'application des nouvelles obligations de transmission et d'acceptation des factures électroniques, prévues par [l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014](#) relative au développement de la facturation électronique. L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission : Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour plus d'informations, vous pouvez accéder au site : <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre des établissements du GHT doivent comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

B. Envoi des factures papier directement aux établissements du GCS GRAM concernés :

Les factures afférentes au marché seront établies avec les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que, le cas échéant, la date et le numéro du bon de commande ;
- Le détail de la prestation exécutée ou de la fourniture livrée ;
- La date de réalisation de la prestation ou de la livraison des fournitures ;
- Le montant hors T.V.A. de la fourniture exécutée ou de la fourniture livrée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total de la prestation exécutée.

Le non-respect des consignes ci-dessus entraînera le renvoi systématique des factures et suspendra le paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

12.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

12.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

12.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant du 1^{er} degré adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 13 : Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14: Résiliation

Le chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation, s'applique en complément des dispositions énoncées ci-après. La décision de résiliation est prise et notifiée par le GCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le GCS peut résilier l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général sans versement d'indemnité. La résiliation pour motif d'intérêt général peut être décidée pour tout ou partie des Bénéficiaires de l'accord-cadre.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas résiliation du ou des bons de commandes en cours d'exécution. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres commandes à compter de la date d'effet de la résiliation de l'accord-cadre.

Résiliation pour faute du Titulaire

Le GCS peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire.

Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le GCS informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- En cas de non-conformité des prestations aux stipulations contractuelles ;
- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas d'erreurs de facturation répétées ;
- En cas de manquements répétés aux stipulations contractuelles.

Le GCS peut résilier l'accord-cadre pour faute pour tout ou partie des Bénéficiaires. Dans ce dernier cas, la résiliation n'a vocation à s'appliquer qu'au(x) Bénéficiaire(s) identifié(s) dans la décision de résiliation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision notifiée par le GCS.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire. En cas de résiliation pour faute, le Titulaire est redevable d'une pénalité de 1000 € au GCS et des dépenses supplémentaires à la charge du(es) Bénéficiaire(s) en cas de résiliation prononcée à ses frais et risques. Le paiement de ces montants n'est pas libératoire et s'applique sans préjudice d'éventuelles demandes de dommages et intérêts.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution jusqu'à la date effective de la résiliation et ce conformément aux modalités définies dans l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS, il n'est établi de décompte de résiliation, sauf volonté contraire du Bénéficiaire. Il fait alors application de l'article 43 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 : Attribution de compétence

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'AMIENS, la loi française étant la seule compétente et les tribunaux français seuls compétents.

A peine de forclusion, tout différend entre le titulaire et le GRAM dans l'exécution du marché, doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation qui doit être communiqué au pouvoir adjudicateur et au pilote par tout moyen permettant de donner date certaine à cette communication, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le différend est apparu. Le gram dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision au titulaire.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au candidat ou au titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'AMIENS.

Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 17 : Obligations du titulaire

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être

en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Obligation du titulaire concernant la loi sur la Protection de données personnelles (RGPD) :

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen du conseil du 27 avril 2016, le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

« Le traitement par un titulaire est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le titulaire à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le titulaire :

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis; dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;
- b) Veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- c) Prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;
- d) Respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre titulaire ;
- e) Tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;
- f) Aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;
- g) Selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel;
- h) Met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. »

ARTICLE 18 : Clauses complémentaires

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes modifications importantes concernant le fonctionnement de la société.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, l'avenant de transfert est subordonné à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Détachement des salariés étrangers

Conformément aux articles D8222 ou D8222-7 et D8254-2 du code du travail, le titulaire du marché devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (selon imprimé DC6) rubrique A1 et A2 ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail.

Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R 1263-2-2 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure notifiée par écrit restée infructueuse dans un délai de 15 jours, le Pouvoir Adjudicateur établira un Ordre de service d'arrêt. A la suite de cet Ordre de service d'arrêt, le titulaire du marché disposera à nouveau d'un délai de 15 jours pour fournir l'ensemble desdits documents, à défaut, le marché sera résilié au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 19 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont les suivantes :

L'article 3 du marché déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 8 du marché déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 14 du marché déroge aux articles 42 et 43 du C.C.A.G.-F.C.S.